

Porté par les associations, le projet de parc de la Jonction prend du galon

Débatu lundi lors d'un forum public, le dossier revient au Municipal en vue d'obtenir un crédit d'étude

Loin de l'effervescence estivale, le sentier des Saules, sa buvette et le local du club de canoë sont quasi déserts. Aux côtés de ce qui semble se dresser les grillages derrière lesquels on aperçoit les abris couverts où dorment les bus des TPG. En 2019, ces derniers doivent déménager, direction Vernier. Sur cet espace de 15 000 m², propriété de l'État, six associations unies au sein d'un forum rêvent de verdure, de jeux pour enfants, de pataugeoires ou encore de chaises longues. Un parc. Tel est leur vœu mais aussi celui des 5485 signataires de la pétition lancée en été 2016.

S'appuyant sur ce soutien populaire, les associations mobilisent les instances politiques et ont engagé une démarche participative. D'où le forum citoyen organisé lundi soir à la Maison de quartier de la Jonction. Mais aussi le projet de délibération qui sera déposé en urgence ce soir, à l'oc-



LUCIEN FORTUNATI



De gauche à droite: David Simonnin, Olivier Currat et Anita Frei rêvent de verdure, de jeux pour enfants, de pataugeoires ou encore de chaises longues à la Jonction.

casion de la plénière du Conseil municipal. «L'objectif est d'obtenir un crédit de 500 000 francs pour réaliser les études préalables», explique le Vert Simon Gabetelli, ardent défenseur du projet. «Si on ne démarre pas très vite, il y aura un terrain vague durant deux ans!» insiste-t-il. «On

veut que les travaux commencent à la fin de 2019, dès que les bus seront partis», indique à son tour Anita Frei. La présidente d'Écoquartiers Genève, une des associations membres du forum, rappelle que la parcelle a fait l'objet de nombreux projets, tels que le Human Brain Project, au-

jourd'hui tous abandonnés. «Alors que manifestement, la meilleure chose à faire ici, c'est un parc!» lance, enthousiaste, Olivier Currat, membre de l'Association des habitants du quartier de la Jonction, stipulant que la majeure partie de la parcelle est classée en zone de verdure. Le parc

s'étendrait en effet de la pointe jusqu'au fronton de l'usine Kurgler, qui abrite des ateliers d'artistes. «Soit la pointe de la pointe», précise le conseiller d'État Vert chargé de l'Aménagement, Antonio Hodgers. Il ajoute que cela ne préjuge pas de ce qu'il adviendra sur la parcelle, située plus en

amont et occupée encore pour une quinzaine d'années par le centre de maintenance des TPG. Présentant au forum, le magistrat estime que le projet a tout son sens. «La ville dense n'est viable que si on crée des espaces verts.» Présentant la «stratégie» qu'il a défendue devant le Conseil d'État, il explique: «Cela passe par une cession du terrain de l'État à la Ville. La condition étant que la Ville vote le crédit.»

Les services du maire, Remy Pagan, rappellent, eux, que parmi les conditions du transfert, «l'État s'engage à financer la dépollution de la parcelle et des bâtiments, si celle-ci s'avère être nécessaire». Et d'ajouter: «Pour ces futurs aménagements, la Ville souhaite organiser un concours. Il pourrait être lancé fin 2018, début 2019.» David Simonnin, membre du comité de l'Association pour la reconversion vivante des espaces (ARVe), souhaiterait pour sa part privilégier la démarche participative entamée par le forum. «C'est un lieu tellement beau, il faut vraiment en faire quelque chose», conclut finalement Anita Frei. **Marie Priœur**

Contrôle qualité

TdG, 16.01.18